

EUROPE

**Les discriminations font
le lit de la torture**

Index AI : EUR 01/005/00

Embargo : 18 octobre (09h00 TU)

Le lancement de la campagne d'Amnesty International contre la torture a eu lieu aujourd'hui, avec la tenue de manifestations à Tokyo, puis à Beyrouth, Nairobi, Londres et Buenos Aires. L'Organisation demande qu'une action visant à l'abolition de la torture soit menée à l'échelle mondiale.

La torture et les autres formes de mauvais traitements persistent dans toute l'Europe, du Royaume-Uni à l'Azerbaïdjan. Amnesty International a recensé des cas dans au moins 25 pays, dont 20 États membres du Conseil de l'Europe, entre autres la Belgique, la Russie et l'Espagne.

« La torture est monnaie courante dans toute l'Europe. Les gouvernements de cette

partie du monde peuvent faire changer les choses et bannir cette pratique qui remet en question la notion même d'humanité », a déclaré Amnesty International aujourd'hui.

Parmi les traitements cruels, inhumains ou dégradants infligés par la police, on peut notamment citer les passages à tabac, les sévices sexuels, les simulacres de pendaison, les décharges électriques et les insultes à caractère raciste.

Les discriminations font le lit de la torture. Il est plus facile, pour un tortionnaire, de faire souffrir une personne considérée comme inférieure parce qu'elle appartient à un groupe social, ethnique ou politique méprisé.

Racisme et torture sont manifestement liés. Nombre des victimes de brutalités policières en Europe

appartiennent à des minorités ethniques ou à des groupes marginalisés. Dans toute l'Europe, les Rom (Tsiganes) passent souvent pour des délinquants et des membres de leur communauté subissent des brutalités.

Le numéro de septembre du bulletin *Préoccupations d'Amnesty International en Europe* décrit des cas récents de torture et de mauvais traitements, notamment ceux d'un Rom mort en détention au Portugal, de demandeurs d'asile afghans maltraités par des gardiens dans un centre de rétention en Hongrie et d'un élève du secondaire de nationalité angolaise, âgé de dix-sept ans et vivant en Suisse, qui a été victime de mauvais traitements et d'agressions verbales à caractère raciste.

Les immigrants, les travailleurs migrants et les demandeurs d'asile qui ont

Au cours de sa campagne, qui durera un an, Amnesty International mobilisera ses

quitté leur pays natal dans l'espoir de vivre enfin en sécurité se voient souvent infliger des mauvais traitements par des fonctionnaires. En Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Royaume-Uni et en Suisse, des ressortissants étrangers ont trouvé la mort au cours de procédures d'expulsion, la police ayant, selon les informations recueillies, fait un usage abusif de la force ou employé des méthodes de contrainte dangereuses.

« Les pays européens doivent œuvrer plus résolument pour faire respecter les normes et mettre un terme à l'impunité dont bénéficient les membres de la police et des forces de sécurité, qui constitue un véritable fléau. Pour que les droits humains soient respectés, il est indispensable de traduire en justice ceux qui les bafouent », a déclaré l'Organisation.

membres en Europe et dans le reste du monde, et coopèrera avec d'autres organisations pour faire

évoluer l'attitude du grand public et des autorités envers la torture. L'Organisation appellera les États européens à prendre des mesures concrètes pour prévenir la torture et pour mettre un terme à l'impunité et aux discriminations. ●

Pour obtenir de plus amples informations sur la campagne d'Amnesty International contre la torture, veuillez consulter le site web consacré à la question :

www.stoptorture.org, ou

contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566